

était de 72 millions de boisseaux. Pour l'avoine, le BFS parlait de 106 millions de boisseaux et la Commission du blé, de 64.3 millions. Comment prendre des décisions en se fondant sur de tels calculs? Nous en sommes au point où une pénurie de céréales de provende pourrait bien se faire sentir. Si des livraisons anticipées se font et à supposer que certains chiffres soient exacts, nous en arriverons au point où nous manquerons de grain pour nourrir le bétail de l'Ouest du Canada, et cela, moins d'un an après la décision du gouvernement de payer les agriculteurs pour diminuer leur production de blé. En fait, dans la plupart des cas, les paiements n'ont pas encore tous été versés. C'est une chose difficile à oublier. Après avoir acheminé un peu d'argent vers l'économie de l'Ouest, par suite du programme de jachères d'été, le résultat final de la réduction des emblavures, c'est la catastrophe, car c'est tout à fait comme une mauvaise récolte pour les agriculteurs de l'Ouest. Nous avons grand besoin d'un ministre optimiste et clairvoyant pour s'occuper de nos questions agricoles.

Des voix: Bravo!

M. Downey: Nous n'avons pas de tel ministre.

Une voix: Mais il nous en faudrait sûrement un.

M. Downey: Je puis m'imaginer exactement ce qui serait arrivé si certains projets de loi sur l'agriculture, comme les modifications à la loi sur les grains du Canada et le bill C-197, avaient été adoptés à la dernière session. Le gouvernement aurait prétendu qu'ils sauvaient notre agriculture tout entière. Ses représentants se seraient levés pour dire au peuple que ces mesures nous ont fait réaliser des ventes. La vérité c'est qu'un caprice de la nature a suffi pour renverser toute la situation.

Le discours du trône mentionne, je crois, qu'on présentera de nouveau au cours de cette session la mesure visant la création d'offices de commercialisation. Il y a lieu de le faire à mon avis. J'espère de tout cœur que le ministre a écouté les instances qui lui ont été faites et qu'il va nous présenter un bill qui permettra au producteur d'être représenté au sein de ces offices. Nous ne voulons pas qu'ils relèvent strictement d'un organisme de l'État. Dans ce cas, nous serons en bien mauvaise posture, si l'on songe à tout le pessimisme et aux inexactitudes engendrés par l'exécution du programme LIFT.

• (5.10 p.m.)

Il a été question d'éliminer certains services ferroviaires dans ma région. A l'heure actuelle, on discute sur la question de savoir si plusieurs services-voyageurs en Alberta seront maintenus ou supprimés. La plus grande partie de l'Alberta n'est pas comprise dans les régions désignées en vertu du programme d'expansion régionale. C'est difficile à comprendre car il n'y a pas d'industries là-bas. Les habitants de ces régions ne peuvent comprendre pourquoi elles n'ont pas été désignées, alors que tant d'autres régions beaucoup plus industrialisées et favorisées l'ont été. La circonscription du ministre de l'Agriculture (M. Olson), dotée de beaucoup d'industries, est une région désignée. Il est difficile de comprendre pourquoi, avec les paiements de péréquation, ces gens doivent payer pour la grève à la Régie des alcools qui s'est produite dans la province de Québec il y a trois ans.

[M. Downey.]

Rares sont ceux qui se rendent compte que des paiements de péréquation au rythme de 80 millions de dollars sont versés à la province de Québec pour combler le déficit dans les revenus de ce gouvernement-là causé par la grève à la Régie des alcools il y a trois ans. Tant qu'il n'y aura pas une meilleure formule de péréquation et plus de compréhension de la part du gouvernement, l'unité au Canada sera impossible.

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, je veux m'associer aux autres députés pour féliciter le député de Bourassa (M. Trudel) et le député d'Assiniboia (M. Douglas), motionnaires de l'Adresse en réponse au discours du trône. Même si le député d'Assiniboia et moi-même sommes de la même province, je ne puis déceler autant d'optimisme que lui dans les Prairies. Le discours du trône ressemble beaucoup aux deux premiers discours du trône du gouvernement actuel. Il est très ronflant mais ne nous apprend pas grand-chose des intentions réelles du gouvernement. J'en ai marre des vieux clichés, des lieux communs et de l'emphase.

Dans mes remarques aujourd'hui, je voudrais aborder un certain nombre de problèmes que je crois importants. Je traiterai de sujets d'importance vitale pour la population de ma circonscription, pour l'agriculture et l'ensemble de l'économie de l'Ouest. Je me propose de parler des conditions générales au Canada, et d'essayer de comprendre pourquoi tant de problèmes nous assaillent aujourd'hui. Je dirai quelques mots de la propriété étrangère, du chômage, des droits de la femme, sujet dont nous entendons très souvent parler, de la pauvreté et de la violence, qui est maintenant une réalité au Canada. L'été dernier j'ai eu l'occasion de passer plusieurs semaines dans ma circonscription. Je suis allé d'une ferme à une autre et j'ai rendu visite à des cultivateurs propriétaires de petites terres et qui s'adonnaient à la polyculture; ce sont des gens qui ne sont pas en très bonne posture économique. J'ai découvert une chose que je n'avais pas constatée auparavant: un sentiment de marasme, non seulement du point de vue financier, mais moral.

Je me réjouis que le gouvernement envisage un accroissement des ventes de céréales. Tous les Canadiens de l'Ouest s'en réjouiront aussi. J'espère que le gouvernement ne se méprend pas en disant que nous aurons probablement cette année certains des plus grands débouchés. Les gens de l'Ouest aimeraient savoir quelle proportion représente le blé, sur les 700 millions de boisseaux de grain vendus, et quelle proportion représenteront d'autres céréales. Les cultivateurs ont le droit de le savoir. Ils ont aussi le droit de savoir la quantité exacte qu'on s'est engagé à vendre pour leur permettre de prévoir pour l'an prochain. Le député d'Assiniboia reconnaîtra avec moi que le cultivateur ignore ce qui va se passer l'année prochaine ou l'année d'après. Il ne semble y avoir aucune forme de planification à long terme. Cela est manifeste d'après les résultats passés. A Winnipeg, en juin 1968, le premier ministre (M. Trudeau) disait aux cultivateurs: Produisez autant de blé que vous voudrez, nous le vendrons. Les cultivateurs ont écouté. Compétents comme ils sont, ils ont produit beaucoup de blé. En novembre 1968, le premier ministre leur a dit: Pourquoi devrais-je vendre votre blé? En 1970, le gouvernement introduisait le programme LIFT, qui forçait ni plus ni moins les cultivateurs à réduire leurs emblavures. Les